

MUNICIPALITÉ DE SAINT-PIERRE-LES-BECQUETS

**RAPPORT FINANCIER
31 DÉCEMBRE 2024**

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Martine Lafond, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité de Saint-Pierre-les-Becquets pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date _____

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	27
Situation financière par organismes	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	40
Analyse des charges consolidées	52

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la MUNICIPALITÉ DE SAINT-PIERRE-LES-BECQUETS,

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la MUNICIPALITÉ DE SAINT-PIERRE-LES-BECQUETS (l'« entité »), et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve », les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ DE SAINT-PIERRE-LES-BECQUETS au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

En vertu du chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la municipalité doit déterminer si un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations doit être comptabilisé. Au 31 décembre 2024, la municipalité n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous a conduit à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers au 31 décembre 2024.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ DE SAINT-PIERRE-LES-BECQUETS inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), présentées aux pages S13, S14 et S23, et portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Groupe RDL Thetford/Plessis inc.

GROUPE RDL THETFORD/PLESSIS INC. Société de comptables professionnels agréés

Par : Sarah Gilbert, CPA auditrice

Plessisville, 2025-05-06

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	1 907 973	1 948 203	1 765 611
Compensations tenant lieu de taxes	2	127 825	102 477	145 951
Quotes-parts	3			
Transferts	4	832 231	1 440 490	8 066 852
Services rendus	5	251 591	326 869	282 075
Imposition de droits	6	16 000	86 511	35 944
Amendes et pénalités	7			
Revenus de placements de portefeuille	8	8 000	48 343	
Autres revenus d'intérêts	9	9 846	19 884	47 635
Autres revenus	10		13 128	85 465
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	3 153 466	3 985 905	10 429 533
Charges				
Administration générale	14	557 657	527 898	513 055
Sécurité publique	15	355 417	344 716	312 581
Transport	16	445 968	866 296	531 361
Hygiène du milieu	17	626 523	887 544	535 096
Santé et bien-être	18	19 350	7 496	8 447
Aménagement, urbanisme et développement	19	105 777	123 095	115 679
Loisirs et culture	20	540 043	493 202	479 531
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	466 544	685 134	340 991
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	3 117 279	3 935 381	2 836 741
Excédent (déficit) lié aux activités	25	36 187	50 524	7 592 792
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		32 944 015	25 351 223
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		32 944 015	25 351 223
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		32 994 539	32 944 015

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 568 306	1 989 575
Débiteurs (note 5)	2	20 132 183	20 914 570
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	21 700 489	22 904 145
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	5 045 172	8 768 670
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 779 337	1 827 821
Revenus reportés (note 11)	12	28 122	27 200
Dette à long terme (note 12)	13	14 512 650	11 950 723
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	21 365 281	22 574 414
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	335 208	329 731
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	32 596 549	32 536 868
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	28 854	42 946
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	33 928	34 470
	23	32 659 331	32 614 284
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	32 994 539	32 944 015
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	32 994 539	32 944 015
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	32 994 539	32 944 015

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	36 187	50 524	7 592 792
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	353 363)(	1 043 914)(	7 316 279)
Produit de cession	3			30 000
Amortissement	4		984 233	393 344
(Gain) perte sur cession	5			(28 620)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(353 363)	(59 681)	(6 921 555)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		14 092	3 123
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		542	(781)
	13		14 634	2 342
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(317 176)	5 477	673 579
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		329 731	(343 848)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		329 731	(343 848)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		335 208	329 731

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	50 524	7 592 792
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	984 233	393 344
Autres			
▪ Gain sur cession d'immobilisations corporelles	3.1		(28 620)
	4	1 034 757	7 957 516
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	782 387	(2 045 223)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(48 484)	(912 305)
Revenus reportés	8	922	(5 500)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	14 092	3 123
Autres actifs non financiers	12	542	(781)
	13	1 784 216	4 996 830
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(1 043 914)	(7 316 279)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		30 000
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(1 043 914)	(7 286 279)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	2 994 000	11 949 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(443 500)	51 600
Variation nette des emprunts temporaires	26	(3 723 498)	(9 344 525)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	11 427	(153 577)
Autres			
▪	28.1		
	29	(1 161 571)	2 399 298
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(421 269)	109 849
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 989 575	1 879 726
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	1 989 575	1 879 726
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	1 568 306	1 989 575

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité a été constituée le 29 janvier 1986 par le décret du gouvernement du Québec numéro 46.86. Elle origine de la fusion de la municipalité du village de Les Becquets et de la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre-Les-Becquets. La municipalité est un organisme municipal régi par le Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent accumulé consolidé à des fins fiscales présentée à la page S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant l'organisme qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la municipalité englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

La municipalité participe au partenariat suivant : la Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets Bécancour-Nicolet-Yamaska. Les comptes de la municipalité et de la régie sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la municipalité. Le taux de participation de la municipalité dans les opérations de la Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets Bécancour-Nicolet-Yamaska pour l'exercice est de 3,55 % (3,6 % en 2023).

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les principales estimations portent sur la provision pour mauvaises créances, la valeur nette de réalisation des stocks, la dépréciation des actifs financiers et la durée de vie utile des immobilisations corporelles amortissables.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Constatation des revenus

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilisation d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus;

C) Actifs financiers**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires.

D) Passifs**Dettes à long terme**

Les dettes à long terme sont comptabilisées au montant encaissé au moment de l'émission, ajustées de l'amortissement de l'escompte ou de la prime, pour atteindre le montant de capital à rembourser à l'échéance.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme.

E) Actifs non financiers**Stocks :**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie estimative à compter de leur date de mise en service. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures : 15-40 ans

Bâtiments : 15-40 ans

Véhicules : 10 ans

Ameublement et équipement de bureau : 3-10 ans

Machinerie, outillage et équipements divers : 10 ans

Les immobilisations corporelles amortissables sont soumises à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur comptabilisée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

Partenariat :

Infrastructures - autres : 10 ans

Ameublement et équipement de bureau : 5 ans

Machinerie, outillage et équipements divers : 10 ans

F) Revenus**Revenus de transfert**

Les subventions en provenance des gouvernements ou autres organismes sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

G) Avantages sociaux futurs**Régime de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité et le partenariat est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir
S/O

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités, sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les emprunts temporaires, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

J) Autres éléments

Dépréciation

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, la municipalité détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative, et si la municipalité détermine qu'il y a eu au cours de l'exercice un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs, une réduction de valeur est comptabilisée aux résultats. Une moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur. La valeur comptable de l'actif financier ne peut être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise de valeur si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. La reprise de valeur est comptabilisée aux résultats.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale - Revenus autres que les paiements de transfert et les recettes fiscales (chapitres SP 3400 et SP 3510)

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté les exigences du chapitre SP 3400 - Revenus, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. Le chapitre SP 3400 comprend des exigences relatives à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des revenus courants dans le secteur public autres que les paiements de transfert (SP 3410) et les recettes fiscales (SP 3510).

L'adoption de ces nouvelles exigences n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés autre que la présentation de l'information financière aux états financiers de la municipalité.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 568 306	1 989 575
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 1 568 306	1 989 575
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 1 568 306	1 989 575
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 66 700	54 430
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

Note

Sommes affectées aux réserves financières et aux fonds réservés

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	90 398	54 187
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	19 731 360	19 822 003
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	122 834	904 256
Organismes municipaux	13	34 597	42 115
Autres			
▪ Mutations et autres	14.1	152 994	92 009
	15	20 132 183	20 914 570
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	12 014 278	10 029 734
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18	24 605	36 555
Autres tiers	19		
	20	12 038 883	10 066 289
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	16 744	350 855
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	18 152 091	18 222 843
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	1 428 948	1 058 582
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	133 577	189 723
	27	19 731 360	19 822 003

Note**Informations supplémentaires sur les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme**

Nom de la créance	Taux d'intérêt	Échéance	Solde
PRIMEAU volet 1.2 - Demande #1	3,92 %	2043	9 690 113 \$
PRIMEAU volet 1.2 - Demande #2	4,36 %	2044	2 324 165 \$

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La municipalité détient trois emprunts temporaires au montant autorisé de 9 522 290 \$ chacun. Ces emprunts portent intérêts au taux préférentiel et sont renouvelables annuellement.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	139 923	147 623
Salaires et avantages sociaux	44	73 201	68 322
Dépôts et retenues de garantie	45	1 441 439	1 457 917
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Gouvernement du Québec	47.1	15 369	15 514
▪ Gouvernement du Canada	47.2	7 441	8 385
▪ Intérêts sur dette à long terme	47.3	77 914	77 914
▪ Intérêts sur emprunts temporaires	47.4	24 050	52 146
	48	1 779 337	1 827 821

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	7 661	7 662
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Transfert	54.1		700
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Organismes municipaux	62.1		
▪ Partenariat - Quotes-parts reçues d'avance	62.2	4 420	
▪ Revenus divers perçus d'avance	62.3	5 730	1 377
▪ Partenariat - Subvention reportée éco-centre	62.4	10 311	17 461
	63	28 122	27 200

NoteVariation des revenus reportés - Transferts et autres

Solde au début	19 538 \$
Plus : Encaissements	8 223
Moins : Utilisations	(7 300)
Solde de fin	20 461 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,85	4,85	2026	2044	64	14 649 800	12 094 300
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres			2025	2025	69	5 000	10 000
					70	14 654 800	12 104 300
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(142 150)	(153 577)
					72	14 512 650	11 950 723

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		548 300		5 000	553 300
2026	74		571 500			571 500
2027	75		544 000			544 000
2028	76		10 388 000			10 388 000
2029	77		2 598 000			2 598 000
2030 et plus	78					
	79		14 649 800		5 000	14 654 800
Intérêts et frais accessoires	80					
	81		14 649 800		5 000	14 654 800

Note

Les renouvellements des dettes prévus au cours des prochains exercices sont les suivants :

2028, capital à refinancer : 9 820 000 \$

2029, capital à refinancer : 2 487 000 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	11 677
Régimes de retraite des élus municipaux	89	11 660
	90	11 677
	11 677	11 660

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
▪	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97	()
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	8 221 218	173 230		8 394 448
Eaux usées	102	9 901 764	297 248		10 199 012
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	16 432 251	467 921		16 900 172
Autres					
▪ Autres	104.1	254 883			254 883
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	4 213 638			4 213 638
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	31 899		(26 185)	58 084
Ameublement et équipement de bureau	109	140 473	21 124	37 317	124 280
Machinerie, outillage et équipement divers	110	687 010	46 570	26 185	707 395
Terrains	111	289 238	9 459		298 697
Autres	112				
	113	40 172 374	1 015 552	37 317	41 150 609
Immobilisations en cours	114		28 362		28 362
	115	40 172 374	1 043 914	37 317	41 178 971
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	2 518 562	186 142		2 704 704
Eaux usées	117	650 091	251 008		901 099
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	1 759 869	396 725		2 156 594
Autres					
▪ Autres	119.1	201 915	4 409		206 324
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	1 744 322	104 907		1 849 229
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	27 736	5 650		33 386
Ameublement et équipement de bureau	124	122 446	11 469	37 317	96 598
Machinerie, outillage et équipement divers	125	610 565	23 923		634 488
Autres	126				
	127	7 635 506	984 233	37 317	8 582 422
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	32 536 868			32 596 549
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Assurances	143.1	33 928
Autres		
▪	144.1	
	145	33 928
		34 470

Note**19. Obligations contractuelles****Alimentation d'eau potable**

La municipalité a conclu une entente avec les municipalités de Sainte-Cécile-de-Lévrard et de Sainte-Sophie-de-Lévrard pour la construction et l'opération d'une station de chloration conjointe. L'entente signée en septembre 2004 avait une durée de 10 ans et se renouvelle automatiquement par périodes successives de 5 ans.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Enlèvement de la neige

La municipalité s'est engagée par contrat de trois ans à compter de novembre 2022 pour l'entretien des chemins d'hiver. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2024 est de 116 886 \$ (taxes nettes) et représente le versement du prochain exercice.

Contrats pour les travaux, la surveillance et le contrôle qualitatif des matériaux du projet d'assainissement des eaux usées, eau potable, égoûts et voirie

La municipalité s'est engagée par contrats pour les travaux, la surveillance et le contrôle qualitatif des matériaux du projet d'assainissement des eaux usées, eau potable, égoûts et voirie. Ces engagements représentent un solde de 1 535 681 \$ au 31 décembre 2024 et constituent le versement du prochain exercice.

Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets Bécancour-Nicolet-Yamaska

- 1) Enfouissement : contrat en vigueur du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2025, tarif de 68,44 \$/tonne métrique. Le tarif est renouvelable annuellement. De plus, des redevances de 34,00 \$/tonne métrique sont également exigées, portant ainsi le total à 102,44 \$/tonne métrique.
- 2) Déchets solides - cueillette et transport : contrat en vigueur du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2025, tarif annuel de 957 904 \$ (taxes non comprises). Le tarif est renouvelable annuellement.
- 3) Collecte sélective - cueillette, transport et tri : contrat en vigueur du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2025, tarif annuel de 863 607 \$ (taxes non comprises). Le tarif est renouvelable annuellement. De plus, des frais pour le traitement des matières recyclables de 172,04 \$/tonne métrique sont également exigés.
- 4) Encombrant : contrat en vigueur du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2025, tarif annuel de 168 772 \$ (taxes non comprises). Le tarif est renouvelable annuellement.
- 5) Locaux : bail accordé pour 2025. Le paiement (taxes non comprises) requis au cours du prochain exercice est de 15 500 \$.
- 6) Contrat matériaux Bécancour : contrat pour la gestion du centre de matériaux de Bécancour pour 2025, au prix variant entre 60 \$ et 272 \$ la tonne tout dépendant les types de matériaux.
- 7) Honoraires professionnels pour audit du rapport financier : contrat accordé (taxes non comprises) pour 2025 de 15 050 \$. Le paiement relié à la date du contrat accordé est effectué l'année suivante.

La municipalité assume 3,55 % des coûts engagés par la Régie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

20. Droits contractuels

Entente pour la fourniture de service pour l'aréna situé à Saint-Pierre-les-Becquets

Dans le cadre d'un accord avec huit municipalités de la M.R.C. de Bécancour pour la fourniture de service pour l'aréna situé à Saint-Pierre-les-Becquets, la municipalité et ces dernières ont signé un accord dans lequel ces huit municipalités doivent assumer 50 % du déficit annuel de l'aréna jusqu'à un maximum de 36 410 \$, pour une période de 15 ans renouvelable aux 5 ans dont l'échéance du terme en vigueur est le 31 décembre 2028. De plus, ces municipalités se sont engagées à créer un fonds de réserve pour l'aréna sur une période de 5 ans dont l'échéance du terme en vigueur est le 31 décembre 2028. La portion assumée de ces huit municipalités est de 50 % du fonds de 60 000 \$.

Entente - Service Aqueduc

Dans le cadre d'un accord avec les municipalités de Sainte-Cécile-de-Lévrard et de Sainte-Sophie-de-Lévrard, la municipalité et ces dernières ont signée un accord dans lequel Sainte-Cécile-de-Lévrard doit assumer 22,6 % des dépenses du service d'aqueduc et du remboursement en capital et intérêts de l'emprunt pour l'aqueduc moins les subventions applicables. La portion pour Sainte-Sophie-de-Lévrard est de 3,82 %.

Entente de collaboration - Reconstruction de la chaussée et des conduites d'égoût et d'aqueduc

Dans le cadre d'une entente de collaboration pour la reconstruction de la chaussée, incluant le remplacement des conduites d'égoût et d'aqueduc sur les routes 132 et 218, la municipalité de Saint-Pierre-les-Becquets et le ministre des Transports ont signé une entente de collaboration dans laquelle le Ministère s'engage à verser une somme maximale de 6 900 000 \$ pour des travaux. En date du 31 décembre 2024, un montant de 6 392 548 \$ a été comptabilisé à titre de revenu.

PRIMEAU - Volet 1.2

Dans le cadre d'un protocole d'entente pour la reconstruction de la chaussée, incluant le remplacement des conduites d'égoût et d'aqueduc sur les routes 132 et 218, la municipalité de Saint-Pierre-les-Becquets et la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation ont signé un protocole d'entente dans lequel la ministre s'engage à verser une somme maximale de 17 858 789 \$ pour des travaux. En date du 31 décembre 2024, un montant de 17 651 735 \$ a été comptabilisé à titre de revenu.

Location - Caserne

Au cours de l'exercice 2024, le service de sécurité incendie régional de la MRC de Bécancour s'est engagé à louer la caserne d'incendie de la municipalité de Saint-Pierre-les-Becquets pour une période de 5 ans. Les loyers minimum futurs à recevoir totalisent 75 442 \$ et comprennent les encaissements suivants pour les quatre prochains exercices : 2025, 16 742 \$, 2026, 18 082 \$, 2027, 19 528 \$, 2028, 21 090 \$.

21. Passifs éventuels

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et du budget adopté par le partenariat, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, la municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la municipalité sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie et aux débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités.

L'exposition maximale de la municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La municipalité est exposée à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la municipalité est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la municipalité a l'intention de conserver et prévoit rembourser son emprunt et sa dette selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

La municipalité est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses équivalents de trésorerie à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces équivalents de trésorerie se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

Taux fixe : Dette à long terme : 14 654 800 \$ (2023 : 12 104 300 \$)

Taux variable : Trésorerie et équivalents de trésorerie : 1 006 167 \$ (2023 : 974 345 \$)

Emprunt temporaire : 5 045 172 \$ (2023 : 8 768 670 \$)

L'effet net, tant sur les actifs que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 40 390 \$ l'excédent annuel lié aux activités de 2024.

27. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 2023 ont été reclassés afin de rendre la présentation conforme avec celle adoptée en 2024.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Budget 2024		Réalizations 2024		Total consolidé ¹
	Administration municipale		Administration municipale		Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
1 Taxes	1 765 611	1 907 973	1 948 203			1 948 203	
2 Compensations tenant lieu de taxes	145 951	127 825	102 477			102 477	
3 Quotes-parts					151 190		
4 Transferts	472 679	434 721	788 702		50 122	838 824	
5 Services rendus	278 743	248 210	324 226		3 357	326 869	
6 Imposition de droits	35 944	16 000	86 511			86 511	
7 Amendes et pénalités							
8 Revenus de placements de portefeuille		8 000	48 343			48 343	
9 Autres revenus d'intérêts	46 399	9 000	18 475		1 409	19 884	
10 Autres revenus	35 465		11 428			11 428	
11 Effet net des opérations de restructuration							
12	2 780 792	2 751 729	3 328 365		206 078	3 382 539	
Investissement							
13 Taxes							
14 Quotes-parts							
15 Transferts	7 545 149	353 363	594 750		6 916	6 016 666	
16 Imposition de droits							
17 Autres revenus							
18 Contributions des promoteurs							
19 Autres	50 000		1 700			1 700	
20 Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux							
21 Effet net des opérations de restructuration	7 595 149	353 363	596 450		6 916	603 366	
22	10 375 941	3 105 092	3 924 815		212 994	3 985 905	
Charges							
23 Administration générale	486 209	534 531	492 554		19 510	527 898	
24 Sécurité publique	306 832	351 006	339 398		5 318	344 716	
25 Transport	387 469	353 650	459 381		406 915	866 296	
26 Hygiène du milieu	320 337	360 688	369 820		493 583	887 544	
27 Santé et bien-être	8 447	19 350	7 496			7 496	
28 Aménagement, urbanisme et développement	115 679	104 787	123 095			123 095	
29 Loisirs et culture	421 788	478 398	434 741		58 461	493 202	
30 Réseau d'électricité							
31 Frais de financement	340 991	466 544	685 134			685 134	
32 Effet net des opérations de restructuration							
33 Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	392 907	400 229	983 787 (		983 787 (
34	2 780 659	3 069 183	3 895 406		191 879	3 935 381	
35	7 595 282	35 909	29 409		21 115	50 524	
Excédent (déficit) lié aux activités							
1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.							

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT A DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Budget 2024		Réalizations 2024		Total consolidé ¹
	Administration municipale		Administration municipale		Organismes contrôlés et partenariats		
Excédent (déficit) lié aux activités							
Moins : revenus d'investissement	1	7 595 282	35 909	29 409	21 115	50 524	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	2	(7 595 149)	(353 363)	(596 450)	(6 916)	(603 366)	
CONCILIATION A DES FINS FISCALES	3	133	(317 454)	(567 041)	14 199	(552 842)	
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés							
Amortissement	4	392 907	400 229	983 787	446	984 233	
Produit de cession	5	30 000					
(Gain) perte sur cession	6	(28 620)					
Réduction de valeur / Reclassement	7						
	8	394 287	400 229	983 787	446	984 233	
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9						
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11						
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15						
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16						
Remboursement de la dette à long terme	17	(39 876)	(93 500)	(91 929)	()	(91 929)	
	18	(39 876)	(93 500)	(91 929)	()	(91 929)	
Affectations							
Activités d'investissement	19	(257 491)	()	(91 166)	(4 805)	(95 971)	
Excédent (déficit) accumulé	20						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	21	150 559	10 725	10 724		10 724	
Excédent de fonctionnement affecté	22	(12 270)		(12 270)		(12 270)	
Réserves financières et fonds réservés	23						
Depenses constatées à taxer ou à pourvoir	24						
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	25	(119 202)	10 725	(92 712)	(4 805)	(97 517)	
	26	235 209	317 454	799 146	(4 359)	794 787	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	235 342	235 342	232 105	9 840	241 945	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Réalizations 2024		Total consolidé'
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	7 595 149	596 450	6 916	603 366
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2	()	22 021	()	22 021
Sécurité publique	3	()	25 151	()	25 151
Transport	4	3 526 394	467 921	()	467 921
Hygiène du milieu	5	3 719 694	485 722	11 721	497 443
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	1 584	()	1 584
Loisirs et culture	8	70 191	29 794	()	29 794
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()	()	()	()
	11	7 316 279	1 032 193	11 721	1 043 914
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Emission ou acquisition	13	()	()	()	()
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	1 919 266	669 835		669 835
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	257 491	91 166	4 805	95 971
Excédent accumulé	16				
Excédent de fonctionnement non affecté	17	25 659			
Excédent de fonctionnement affecté	18				
Réserves financières et fonds réservés	19	283 150	91 166	4 805	95 971
	20	(5 113 863)	(271 192)	(6 916)	(278 108)
	21	2 481 286	325 258		325 258
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales					

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2023		2024		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Organismes contrôlés et partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 959 949	1 514 014	54 292	1 568 306
Débiteurs (note 5)	2	20 828 530	20 087 587	44 596	20 132 183
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	22 788 479	21 601 601	98 888	21 700 489
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10	8 768 670	5 045 172		5 045 172
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 786 574	1 761 977	17 360	1 779 337
Revenus reportés (note 11)	12	9 739	13 391	14 731	28 122
Dettes à long terme (note 12)	13	11 950 723	14 512 650		14 512 650
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	22 515 706	21 333 190	32 091	21 365 281
	17	272 773	268 411	66 797	335 208
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)					
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	32 536 158	32 584 565	11 984	32 596 549
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	42 946	28 854		28 854
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	34 470	33 928		33 928
	23	32 613 574	32 647 347	11 984	32 659 331
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	2 485 991	2 496 281	66 797	2 563 078
Excédent de fonctionnement affecté	25	14 671	225 763		225 763
Réserves financières et fonds réservés	26	54 430	66 700		66 700
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(166 892)	(158 366)	()	()
Financement des investissements en cours	28				
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	30 498 147	29 968 648	11 984	29 980 632
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	32 886 347	32 915 758	78 781	32 994 539
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	553 023	543 133	552 600	515 044
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	88 865	83 921	84 618	82 944
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	1 033 141	1 070 925	1 251 022	1 156 003
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	56 293	73 576	73 576	(48 438)
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	410 251	494 109	494 109	389 429
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	550	117 449	117 449	
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	516 226	514 935	363 031	337 367
Transferts	15				
Autres	16	4 800	4 719	4 719	2 340
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	5 805	8 852	8 852	7 579
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	400 229	983 787	984 233	393 344
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ RIGIDBNY	21.1			1 172	1 129
	22	3 069 183	3 895 406	3 935 381	2 836 741

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 563 078	2 542 949
Excédent de fonctionnement affecté	2	225 763	14 671
Réserves financières et fonds réservés	3	66 700	54 430
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ())
Financement des investissements en cours	5	158 366	(166 892)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	29 980 632	30 498 857
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	32 994 539	32 944 015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 496 281	2 485 991
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	66 797	56 958
	11	2 563 078	2 542 949
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Équilibre budgétaire	12.1	209 816	10 724
▪ Premier répondant	12.2	3 947	3 947
▪ Aréna	12.3	12 000	
	13	225 763	14 671
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	225 763	14 671

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	30 000
Organismes contrôlés et partenariats	22	30 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	36 700
Autres		24 430
▪	30.1	
	31	66 700
	32	54 430
	66 700	54 430

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres		
▪	43.1 ()(
	44 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()(
Autres		
▪	55.1 ()(
	56 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64 158 366	
Investissements à financer	65 ( ) (	166 892)
	66 158 366	(166 892)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67 32 596 549	32 536 868
Propriétés destinées à la revente	68	
Prêts	69	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72 32 596 549	32 536 868
Ajustements aux éléments d'actif	73	
	74 32 596 549	32 536 868
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (14 512 650)(	11 950 723)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (142 150)(	153 577)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77 12 038 883	10 066 289
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	
	80 (2 615 917)(	2 038 011)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 () ()
	82 (2 615 917)(	2 038 011)
	83 29 980 632	30 498 857

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()	()
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()	()
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()	()
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	1	
Description des régimes et autres renseignements			
REER individuel :			
La municipalité contribue au REER d'employés, pour un montant équivalent à la contribution de ceux-ci et ce jusqu'à un maximum de 4 % du salaire admissible des employés et jusqu'à 5 % pour certains employés admissibles.			
		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	11 677	11 660
Autres régimes	115		
	116	11 677	11 660

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		
Description du régime			
		2024	2023
Cotisations des élus au RREM			
	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 454 520	1 454 520	1 405 306
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	70 704	70 704	38 444
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	1 525 224	1 525 224	1 443 750
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	140 783	140 783	139 943
Égout	13			8 730
Traitement des eaux usées	14	88 693	88 693	
Matières résiduelles	15	155 351	155 351	136 552
Autres				
▪ Fibre optique et lumières	16.1	30 800	30 800	30 291
Centres d'urgence 9-1-1	17	7 352	7 352	6 345
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	422 979	422 979	321 861
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	422 979	422 979	321 861
	27	1 948 203	1 948 203	1 765 611

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	23 284	23 284	22 973
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	79 193	79 193	122 978
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	102 477	102 477	145 951
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	102 477	102 477	145 951

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51	3 800	3 800	3 800
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	357 269	357 269	225 167
Enlèvement de la neige	54	15 038	15 038	15 040
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	46 370	46 370	20 523
Réseau de distribution de l'eau potable	64	71 334	71 334	45 056
Traitement des eaux usées	65	7 431	7 431	5 165
Réseaux d'égout	66	211 519	211 519	133 598
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67		14	2 663
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68		50 020	46 270
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74		88	91

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
	Habitation			
	Logement social	75		
	Autres	76		
	Sécurité du revenu	77		
	Autres	78		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	79		
	Rénovation urbaine	80		
	Promotion et développement économique	81		
	Autres	82		
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	83	4 557	3 887
	Activités culturelles			
	Bibliothèques	84	1 050	1 000
	Autres	85		
Réseau d'électricité				
		86		
		87	718 368	502 260
			768 490	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
TRANSFERTS (suite)					
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	88				
Sécurité publique					
Police	89				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	90				
Autres	91				
Sécurité civile	92	18 395	18 395		
Autres	93				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	94	311 422	311 422	3 275 187	
Enlèvement de la neige	95				
Autres	96				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	97				
Transport adapté	98				
Transport scolaire	99				
Autres	100				
Transport aérien	101				
Transport par eau	102				
Autres	103				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	25 983	25 983	316 753	
Réseau de distribution de l'eau potable	105	57 043	57 043	969 967	
Traitement des eaux usées	106	6 557	6 557	79 715	
Réseaux d'égout	107	169 158	169 158	2 876 107	
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	108				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	109				
Tri et conditionnement	110		6 916		
Autres	111				
Autres	112				
Cours d'eau	113				
Protection de l'environnement	114				
Autres	115				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
	Logement social	116		
	Autres	117		
	Sécurité du revenu	118		
	Autres	119		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	120		
	Rénovation urbaine	121		
	Promotion et développement économique	122		
	Autres	123		
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	124	6 192	6 192
	Activités culturelles			
	Bibliothèques	125		
	Autres	126		27 420
	Réseau d'électricité	127		
		128	594 750	601 666
			7 545 149	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
TRANSFERTS (suite)					
TRANSFERTS DE DROIT					
	Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
	Péréquation	130			
	Neutralité	131			
	Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
	Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			
	Fonds de développement des territoires	134			
	Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
	Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	63 322	63 322	19 443
	Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
	Autres	138	7 012	7 012	
		139	70 334	70 334	19 443
	TOTAL DES TRANSFERTS	140	1 383 452	1 440 490	8 066 852

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS					
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
	Grefe et application de la loi	141			
	Évaluation	142			
	Autres	143		7	6
		144		7	6
Sécurité publique					
	Police	145			
	Sécurité incendie				
	Premiers répondants	146			
	Autres	147	15 502	15 502	14 920
	Sécurité civile	148			
	Autres	149			
		150	15 502	15 502	14 920
Transport					
	Réseau routier				
	Voirie municipale	151			
	Enlèvement de la neige	152			
	Autres	153			
	Transport collectif	154			
	Autres	155			
		156			
Hygiène du milieu					
	Eau et égout				
	Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	20 325	20 325	20 634
	Réseau de distribution de l'eau potable	158			
	Traitement des eaux usées	159			
	Réseaux d'égout	160			
	Matières résiduelles				
	Déchets domestiques et assimilés	161	20 113	20 047	19 329
	Matières recyclables				
	Collecte sélective				
	Collecte et transport	162		261	240
	Tri et conditionnement	163			
	Autres	164			
	Autres	165			
	Cours d'eau	166			
	Protection de l'environnement	167			
	Autres	168		2 310	2 870
		169	40 438	42 943	43 073

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>			Administration municipale	Données consolidées	
			Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)					
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	170				
Autres	171				
Autres	172				
	173				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	174				
Rénovation urbaine	175				
Promotion et développement économique	176				
Autres	177				
	178				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	179	36 410	36 410	36 430	
Activités culturelles					
Bibliothèques	180				
Autres	181				
	182	36 410	36 410	36 430	
Réseau d'électricité					
	183				
	184	92 350	94 862	94 429	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
	SERVICES RENDUS (suite)	Réalizations	2024	Réalisations
		2024	2024	2023
	AUTRES SERVICES RENDUS			
	Administration générale			
	Greffe et application de la loi	185		
	Évaluation	186		
	Autres	187	4 761	2 098
		188	4 761	2 098
	Sécurité publique			
	Police	189		
	Sécurité incendie			
	Premiers répondants	190		
	Autres	191		
	Sécurité civile	192		
	Autres	193		
		194		
	Transport			
	Réseau routier			
	Voirie municipale	195	160	330
	Enlèvement de la neige	196		
	Autres	197		
	Transport collectif			
	Transport en commun			
	Transport régulier	198		
	Transport adapté	199		
	Transport scolaire	200		
	Autres	201		
	Autres	202		
		203	160	330
	Hygiène du milieu			
	Eau et égout			
	Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204		
	Réseau de distribution de l'eau potable	205	40 024	7 844
	Traitement des eaux usées	206		
	Réseaux d'égout	207	1 679	250
	Matières résiduelles			
	Déchets domestiques et assimilés	208	1 000	1 125
	Matières recyclables	209		
	Autres	210		
	Cours d'eau	211		
	Protection de l'environnement	212		
	Autres	213		320
		214	42 703	9 539

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalizations 2024		Réalizations 2024	Réalizations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			567
	219			567
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220	900	900	6 298
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224	900	900	6 298
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	183 352	183 352	168 814
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227			
	228	183 352	183 352	168 814
Réseau d'électricité	229			
	230	231 876	232 007	187 646
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	324 226	326 869	282 075

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	1 095	1 095	1 140
Droits de mutation immobilière	233	85 416	85 416	34 804
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			
	236	86 511	86 511	35 944
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237			
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238	48 343	48 343	
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	18 475	19 884	47 635
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240			28 620
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246	6 000	6 000	6 000
Autres contributions	247	1 700	1 700	50 000
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	5 428	5 428	845
	250	13 128	13 128	85 465
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	97 182		97 182	98 736	94 392
Greffé et application de la loi	11 395		11 395	11 395	8 983
Gestion financière et administrative	356 571	19 510	376 081	390 361	382 766
Évaluation	27 406		27 406	27 406	26 914
Gestion du personnel					
Autres					
▪					
6.1	492 554	19 510	512 064	527 898	513 055
7					
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	129 755		129 755	129 755	120 853
Sécurité incendie					
Premiers répondants					
Autres	205 153	5 318	210 471	210 471	185 687
Sécurité civile	4 490		4 490	4 490	6 041
Autres					
12					
13	339 398	5 318	344 716	344 716	312 581
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	292 299	406 915	699 214	699 214	345 476
Enlèvement de la neige	157 306		157 306	157 306	144 314
Éclairage des rues	8 307		8 307	8 307	8 451
Circulation et stationnement	1 469		1 469	1 469	21 582
Transport collectif					
Transport en commun					11 538
Transport aérien					
Transport par eau					
Autres	459 381	406 915	866 296	866 296	531 361
22					

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	107 892	162 136	162 136	141 777
Réseau de distribution de l'eau potable	24	85 796	163 895	163 895	74 516
Traitement des eaux usées	25	20 267	20 267	20 267	1 446
Réseaux d'égout	26	279 628	326 562	326 562	114 767
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	73 312	73 312	66 221	59 806
Élimination	28	53 516	53 516	43 066	42 494
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	21 634	21 634	64 434	68 654
Tri et conditionnement	30	21 634	21 634		
Matières organiques					
Collecte et transport	31			6 902	7 851
Traitement	32	890	890	515	612
Matériaux secs					
Autres	33				
Autres	34			10 685	8 189
Plan de gestion					
Autres	35				
Autres	36			1 172	1 114
Cours d'eau	37	3 599	3 599	3 599	2 419
Protection de l'environnement	38	15 958	15 958	15 958	8 662
Autres	39			2 132	2 789
40	369 820	493 583	863 403	887 544	535 096
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Habitation					
Logement social	41	4 119	4 119	4 119	2 089
Autres	42				
Sécurité du revenu					
Autres	43				
44	3 377	3 377	3 377	3 377	6 358
45	7 496	7 496	7 496	7 496	8 447

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalizations 2024		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	2024	2023
		Total		
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	46	67 107	67 107	57 794
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	47			
Autres biens	48	2 058	2 058	4 125
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	49			
Tourisme	50	23 789	23 789	23 811
Autres	51	30 141	30 141	29 949
Autres	52			
	53	123 095	123 095	115 679
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
Centres communautaires	54			
Patinoires intérieures et extérieures	55	262 963	321 424	354 529
Piscines, plages et ports de plaisance	56	23 381	23 381	11 715
Parcs et terrains de jeux	57	41 777	41 777	31 835
Parcs régionaux	58			
Expositions et foires	59			
Autres	60			
	61	328 121	58 461	386 582
386 582				398 079
Activités culturelles				
Centres communautaires	62	18 800	18 800	15 473
Bibliothèques	63	72 569	72 569	52 234
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition	64			
Autres ressources du patrimoine	65	2 254	2 254	2 104
Autres	66	12 997	12 997	11 641
	67	106 620	106 620	81 452
	68	434 741	58 461	493 202
				479 531

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2024			Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
69					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	529 073		529 073	529 073	305 550
Autres frais	38 612		38 612	38 612	35 441
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	117 449		117 449	117 449	
Autres	685 134		685 134	685 134	340 991
74					
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS					
76	983 787 (	983 787)	983 787 (	983 787)	

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
Infrastructures					
	Conduites d'eau potable	1	129 891	129 891	698 208
	Usines de traitement de l'eau potable	2	43 339	43 339	318 036
	Usines et bassins d'épuration	3	10 937	10 937	632 406
	Conduites d'égout	4	286 311	286 311	2 070 296
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	467 921	467 921	3 522 346
	Ponts, tunnels et viaducs	7			
	Systèmes d'éclairage des rues	8			
	Aires de stationnement	9			
	Parcs et terrains de jeux	10	11 101	11 101	
	Autres infrastructures	11		11 721	
	Réseau d'électricité	12			
Bâtiments					
	Édifices administratifs	13			37 190
	Édifices communautaires et récréatifs	14			
	Améliorations locatives	15			
Véhicules					
	Véhicules de transport en commun	16			
	Autres	17			
	Ameublement et équipement de bureau	18	26 665	26 665	3 397
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	46 570	46 570	34 400
	Terrains	20	9 458	9 458	
	Autres	21			
		22	1 032 193	1 043 914	7 316 279

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	129 891	129 891	698 208
Usines de traitement de l'eau potable	2	43 339	43 339	318 036
Usines et bassins d'épuration	3	10 937	10 937	632 406
Conduites d'égout	4	286 311	286 311	2 070 296
Autres infrastructures	5	401 888	401 888	3 522 346
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10	77 134	88 855	
Autres immobilisations corporelles	11	82 693	82 693	74 987
	12	1 032 193	1 043 914	7 316 279

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 439 449	502 376	38 533	1 903 292
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	598 562	167 459	53 396	712 625
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	2 038 011	669 835	91 929	2 615 917
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	10 029 734	2 324 165	339 621	12 014 278
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11	36 555		11 950	24 605
Autres tiers	12				
	13	10 066 289	2 324 165	351 571	12 038 883
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	10 066 289	2 324 165	351 571	12 038 883
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	10 066 289	2 324 165	351 571	12 038 883
	19	12 104 300	2 994 000	443 500	14 654 800
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	12 104 300	2 994 000	443 500	14 654 800

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	14 512 650
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	12 038 883
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	158 366
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	2 315 401
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	2 315 401
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	576 954
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	2 892 355
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	2 892 355
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
Administration générale					
	Greffe et application de la loi	1	7 861	7 861	6 179
	Évaluation	2	27 406	27 406	26 914
	Autres	3	8 166	8 166	9 655
Sécurité publique					
	Police	4	(293)	(293)	(918)
	Sécurité incendie	5	195 813	195 813	173 460
	Sécurité civile	6			
	Autres	7			
Transport					
	Réseau routier	8			
	Transport collectif	9			11 538
	Autres	10			
Hygiène du milieu					
	Eau et égout	11			
	Matières résiduelles	12	151 190	(714)	
	Cours d'eau	13	3 599	3 599	2 419
	Protection de l'environnement	14			
	Autres	15			
Santé et bien-être					
	Habitation	16			
	Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement					
	Aménagement, urbanisme et zonage	18	65 038	65 038	52 377
	Rénovation urbaine	19			
	Promotion et développement économique	20	21 733	21 733	22 093
	Autres	21	30 141	30 141	29 949
Loisirs et culture					
	Activités récréatives	22			
	Activités culturelles	23	4 281	4 281	3 701
Réseau d'électricité					
		24			
		25	514 935	363 031	337 367

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024*Non audité*

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	681 183	6 605 076
Frais de financement	4	351 010	711 203
Autres	5		
	6	1 032 193	7 316 279

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
1 Cadres et contremaîtres	2,01	40,00	4 173,84	149 937	29 971	179 908
2 Professionnels						
3 Cols blancs	1,03	35,00	1 882,25	49 462	10 198	59 660
4 Cols bleus	5,16	40,00	10 724,87	253 469	39 107	292 576
5 Policiers						
6 Pompiers						
7 Conducteurs et opérateurs (transport en commun)						
8	8,20		16 780,96	452 868	79 276	532 144
9	7,00			90 265	4 645	94 910
10	15,20			543 133	83 921	627 054

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun					
Eau et égout					
1					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	46 370	25 983			72 353
Réseau de distribution de l'eau potable	71 334	57 043			128 377
2					
3					
Traitement des eaux usées	7 431	6 557			13 988
Réseaux d'égout	211 519	169 158			380 677
4					
5					
Autres	449 841	336 009	2 207		788 057
6					
7	786 495	594 750	2 207		1 383 452

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		
	4		
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	325 003	160 222
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	325 003	160 222
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	35 867	17 809
Réseau de distribution de l'eau potable	18	81 702	42 517
Traitement des eaux usées	19	9 052	4 494
Réseaux d'égout	20	233 510	115 949
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	360 131	180 769
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38		
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41		
Réseau d'électricité			
	42		
	43	685 134	340 991

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Éric Dupont	1.1 Maire	20 353	10 177	2 158	1 079
Claude Durand	1.2 Conseiller	6 784	3 392		
Jean-Lorrain Lafond	1.3 Conseiller	6 784	3 392		
Yvon Potvin	1.4 Conseiller	6 784	3 392	3 000	492
Gilles Marchand	1.5 Conseiller	6 784	3 392		
Louis-Vincent Legault	1.6 Conseiller	6 784	3 392		
Michael Tousignant	1.7 Conseiller	6 784	3 392		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	_____	30 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement			
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3	_____	\$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :			
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	7	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	14	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	_____	\$
Ligne 24 : Libres	20	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	_____	\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	_____	\$
Constatés au cours de l'exercice	24	_____	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	_____	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.
- 44
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 45 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
- 46
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024
- 47 _____ \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
- 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 49 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).
- 50
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 51 _____ \$
- Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).
- 52
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 53 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?
- 54
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?
- 55
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?
- 56
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 57 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?
- 58
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 59 _____ \$
- Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?
- 60
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes
- 61 _____ \$
- b) autres formes d'aide
- 62 _____ \$
10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?
- 63
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 _____ \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 45 114 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ 157 306 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 2 460 \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 31 417 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 178 032 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 5 682 \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 32 196 \$
 - Systèmes de drainage 76 1 675 \$
 - Abords de routes 77 29 559 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ 281 021 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ 438 327 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- | | | |
|-------------------------------------|----|-------------|
| a) Numéro de la résolution | 82 | 259-12-2024 |
| b) Date d'adoption de la résolution | 83 | 2024-12-03 |

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- | | | |
|-------------------------------------|----|-------------|
| a) Numéro de la résolution | 85 | 256-11-2019 |
| b) Date d'adoption de la résolution | 86 | 2019-11-05 |

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- | | | |
|---|----|--|
| a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) | 87 | |
| b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) | 88 | |

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|----|--|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 89 | |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 90 | |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 91 | |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 92 | |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 93 | |

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- | | | |
|--|----|-----|
| h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) | 94 | 125 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) | 95 | |
| j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) | 96 | |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-04-12 07:57

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2025

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	1 803 598
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	82 963
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	1 886 561

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	144 807
Égout	13	
Traitement des eaux usées	14	137 648
Matières résiduelles	15	155 970
Autres		
▪ Taxes lumières de rue	16.1	280
▪ Taxes égout et lumières - Sainte-Cécile	16.2	1 246
▪ Fibre optique	16.3	29 232
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	469 183
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	469 183
	27	2 355 744

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	1	
Immeubles de la Société québécoise des infrastructures	2	
Compensations pour les terres publiques	3	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	4	23 285
Cégeps et universités	5	
Écoles primaires et secondaires	6	101 330
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	7	
	8	124 615

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	9	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	10	
Taxes d'affaires	11	
	12	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	13	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	14	
	15	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	16	
Autres	17	
	18	
	19	124 615

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité		Assiète d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
	1	225 449 750 x	0,8000/100 \$	1 803 598				
Taxe foncière générale (taux unique)								
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle								
	2	x	/100 \$					
	3	x	/100 \$					
	4	x	/100 \$					
	5	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
	6	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels								
	7	x	/100 \$					
Autres								
	8	x	/100 \$					
Immeubles forestiers								
	9	x	/100 \$					
Immeubles agricoles								
	10			1 803 598 (	)			1 803 598
Taxes spéciales								
	11	225 449 750 x	0,0368/100 \$	82 963				
Service de la dette (taux unique)								
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle								
	12	x	/100 \$					
	13	x	/100 \$					
	14	x	/100 \$					
	15	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
	16	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels								
	17	x	/100 \$					
Autres								
	18	x	/100 \$					
Immeubles forestiers								
	19	x	/100 \$					
Immeubles agricoles								
	20			82 963 (	)			82 963
Total								

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 <u>185,00 \$</u>
Égout	2 <u>\$</u>
Eau et égout	3 <u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4 <u>\$</u>
Matières résiduelles	5 <u>235,00 \$</u>

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Fibre optique	6.1 48,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Matières résiduelles - Chalet	6.2 130,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Matières résiduelles - Imm. Logements	6.3 1 995,0000	7 - autres (préciser)	maximum
Aqueduc - Rési., chalet - Plage Lauren.	6.4 124,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Aqueduc - Mini-ferme et serre dom.	6.5 92,5000	4 - tarif fixe (compensation)	
Aqueduc - Mini-ferme (5-15 unités)	6.6 277,5000	4 - tarif fixe (compensation)	
Aqueduc - Résidence - Comm. (adjacent)	6.7 231,2500	4 - tarif fixe (compensation)	
Aqueduc - Comm. hôtellerie et restaurant	6.8 277,5000	4 - tarif fixe (compensation)	
Aqueduc - Résidence communautaire	6.9 92,5000	7 - autres (préciser)	par chambre
Aqueduc - Commerces multiples	6.10 46,2500	7 - autres (préciser)	par commerce
Aqueduc - Agriculture animalière	6.11 555,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Aqueduc - Agriculture céréalière	6.12 370,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Aqueduc - Béton Crête	6.13 1 850,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Luminaire - Marie-Victorin	6.14 30,0000	7 - autres (préciser)	de 30 à 40 \$ par usager
Égoût - Sainte-Cécile	6.15 109,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Assainissement des eaux - Sainte-Cécile	6.16 65,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Lumière de rue - Sainte-Cécile	6.17 20,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Service de la dette - Reg 2021-252	6.18 381,5600	4 - tarif fixe (compensation)	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

	Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels	Autres	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1				
De secteur	2				
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4				
Autres	5				
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8				

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

	Immeubles forestiers	Résidentielles		Résiduelle		Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière						
Générales	1					
De secteur	2					
Autres	3					
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification						
Service de la dette	4					
Autres	5					
Taxes d'affaires						
Sur la valeur locative	6					
Autres	7					
	8					

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité	OUI	NON
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2025, les mesures fiscales suivantes?		
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM		
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	2 <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles résidentiels dans la catégorie résiduelle en vertu des articles 244.64.8.1 à 244.64.8.10 LFM	3 <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque sous-catégorie, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.		
c) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	4 <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque sous-catégorie, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.		
d) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et/ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	5 <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.		
e) Division du territoire en secteurs aux fins de l'imposition de la taxe foncière générale en vertu des articles 244.64.10 à 244.65.26 LFM	6 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour chaque secteur, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.		
f) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM		
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	7 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	8 <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	9 <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
▪ Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de 2025 :	10 _____	\$
▪ Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de 2025 :	11 _____	\$
g) Octroi d'un dégrèvement ou application d'une majoration en vertu des articles 253.36 à 253.53 LFM	12 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

h) Imposition d'une taxe supplémentaire sur les terrains vagues non desservis dans tout périmètre d'urbanisation en vertu des articles 244.65 à 244.67 LFM	13	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Si oui, indiquer le montant total prévu en 2025	14	<hr style="border: 0; border-top: 1px solid black;"/>	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pour chaque taxe imposée, décrire son assiette d'application et son taux adopté. 			
2. Données requises aux fins du calcul du taux global de taxation			
Taux unique ou taux sectoriel uniformisé			
Taxe foncière générale	15	<hr style="border: 0; border-top: 1px solid black;"/>	
Taxes spéciales			
Service de la dette	16	<hr style="border: 0; border-top: 1px solid black;"/>	
Activités de fonctionnement	17	<hr style="border: 0; border-top: 1px solid black;"/>	
Activités d'investissement	18	<hr style="border: 0; border-top: 1px solid black;"/>	
Taux de la catégorie/sous-catégorie résiduelle ou taux de base uniformisé			
Taxe foncière générale	19	<hr style="border: 0; border-top: 1px solid black;"/>	
Taxes spéciales			
Service de la dette	20	<hr style="border: 0; border-top: 1px solid black;"/>	
Activités de fonctionnement	21	<hr style="border: 0; border-top: 1px solid black;"/>	
Activités d'investissement	22	<hr style="border: 0; border-top: 1px solid black;"/>	
3. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2025, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	23	<input type="text"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2025 :			
a) une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM	24	<input type="text"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
b) une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM	25	<input type="text"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
▪ Si oui, pour chaque taxe imposée, décrire sa catégorie, son assiette d'application et son taux adopté.			
5. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2025 pour des exploitations agricoles enregistrées?	26	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="text"/>
Si oui, indiquer le montant.	27	<hr style="border: 0; border-top: 1px solid black;"/>	
			382 963 \$
6. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	28	<hr style="border: 0; border-top: 1px solid black;"/>	
			\$
7. Date d'adoption du budget par le conseil	29	<hr style="border: 0; border-top: 1px solid black;"/>	
			2024-12-09
8. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	30	<hr style="border: 0; border-top: 1px solid black;"/>	
			3 188 756 \$
9. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	31	<hr style="border: 0; border-top: 1px solid black;"/>	
			906 235 \$
10. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	32	<hr style="border: 0; border-top: 1px solid black;"/>	
			774 143 \$
11. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	33	<hr style="border: 0; border-top: 1px solid black;"/>	
			209 816 \$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je certifie la validité des informations du présent formulaire des Données prévisionnelles non auditées transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci.

Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère des données prévisionnelles non auditées, telles que transmises, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère.

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-04-12 08:01